

**INTERVENTION INTERSYNDICALE A LA REUNION « FUSION »
LORIENT LE 7 AVRIL 2009**

LE RAS LE BOL DES AGENTS DE LA DGFIP

Au moment où les fermetures d'usines et d'entreprises s'accumulent, que fait l'Etat ? Il restructure ses services pour supprimer des emplois. Quel avenir pour des milliers de jeunes qui sortent des universités? Quelles perspectives pour les millions de chômeurs? Ce n'est sûrement pas à la DGFIP qu'ils trouveront du travail !

Après un 29 janvier de très haut niveau, la mobilisation sociale a franchi un nouveau cap le jeudi 19 mars avec 3 millions de manifestants et 219 manifestations à travers la France.

Cette journée d'actions, de grèves et de manifestations, marque donc un renforcement de l'engagement des salariés, partout dans le pays.

Alors que les agents conviés à cette réunion ont exprimé leur mécontentement notamment dans les journées d'action, ils constatent, une nouvelle fois les dégâts de cette politique dans leur travail quotidien:

- la dégradation du service rendu aux contribuables
- des conditions de travail de plus en plus difficiles
- la polyvalence des agents à outrance, au détriment de certaines missions
- l'absence de reconnaissance de leurs qualifications
- la dictature toujours croissante des indicateurs
- la fermeture de services et la création de pôles éloignant le service public des citoyens : suppressions du service enregistrement et des ICE à Pontivy, Plöermel et Auray et création de pôles départementaux sur Lorient et Vannes ; fermetures de Trésoreries de proximité, notamment le Faouët, Rochefort-en-Terre, Muzillac, la Trinité Porhoët.

Sur ce dernier point, vous n'hésitez pas, Monsieur le Trésorier Payeur Général à déclarer dans la presse que ces suppressions ont recueilli « l'accord de l'ensemble des élus de ces communes »; vous semblez manifestement oublier les actions menées par les élus, et notamment en Centre Bretagne, pour le maintien du service public en milieu rural !

Vous tentez de justifier également ces suppressions par « **la non-motivation des agents à travailler dans ces villes reculées** » ; nous vous laissons la responsabilité de vos propos, et nos collègues de la filière gestion publique apprécieront d'être considérés comme « peu motivés » et donc comme une des causes des fermetures !

En outre, les habitants de ces communes que vous qualifiez de « **reculées** » apprécieront également les termes que vous employez à leur égard !

Décidément, c'est mépris à tous les étages, envers les agents, les citoyens et les élus !

Alors que les agents réaffirment leurs revendications légitimes :

- la revalorisation du pouvoir d'achat pour tous par l'augmentation du point d'indice
- la revendication de 200 euros pour tous et immédiatement
- l'arrêt immédiat de la politique aveugle et dogmatique de suppressions d'emplois
- l'amélioration des conditions de vie au travail

Alors qu'ils expriment aussi leurs inquiétudes concernant les mises en place :

- des nouvelles règles de gestion notamment la réforme de la notation
- de la loi sur la mobilité qui casse les garanties des agents et le statut
- d'une nouvelle forme de management héritée du secteur privé
- de l'instauration de la rémunération au mérite à travers la mise en place de la PFR

Vous nous conviez, Monsieur le Directeur et Monsieur le Trésorier, à cette réunion d'information sur la D.G.F.I.P., au Foyer AGORA, ce mardi 7 avril.

« Réunion d'information » sans scoop puisque tout est déjà sur Ulysse et dans la luxueuse plaquette vantant et présentant les mérites de la fusion et les réunions déjà tenues à Plöermel, Vannes et Pontivy l'ont confirmé.

Les agents ne sont pas dupes ! Cette opération de pure propagande a été massivement boycottée !

Cette opération de communication sans précédent, est un enjeu de taille pour le Directeur Général.

Monsieur PARINI veut pouvoir afficher l'adhésion des agents à cette fusion et à ce qui va avec, suppressions d'emplois, polyvalence et surcharge de travail sans reconnaissance pécuniaire, et vous êtes chargés d'assener le discours commandé.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Directeur et Monsieur le Trésorier que les agents ont décidé de ne pas être manipulés et de ne pas subir cette campagne de propagande ministérielle « glacée ».

Mais avant de quitter cette salle, nous vous demandons dès à présent des réponses claires et précises aux questions suivantes :

1) rémunérations

Comment pensez-vous convaincre et emporter l'adhésion des agents à la fusion, alors que pour solde de tout compte, ils ont obtenu 29,17€bruts par mois au titre de la revalorisation indemnitaire et en l'absence de toute revalorisation indiciaire ?

2) il paraît que les caisses sont vides

Quel est le coût des plaquettes DGFIP éditées à 130 000 exemplaires ?

Quel est le coût des réunions organisées dans le Morbihan ?

3) Moyens en personnels et conditions de travail

La logique de suppressions d'emplois dans laquelle se met en oeuvre la fusion conduira inéluctablement à une **polyvalence** à court terme pour les agents des futurs SIP. Ainsi à Ploërmel, où deux agents seulement de l'ex-DGCP sont prévus pour le futur SIP, il va de soi que la polyvalence ne s'exercera pas seulement pour quelques périodes de pointe, mais de façon permanente.

Toujours à Ploërmel, comment justifiez-vous **le non transfert d'un cadre A**, alors que les circulaires sur la mise en place des SIP précisent que « lorsque le nombre total d'agents du SIP est au moins égal à 15, un poste d'inspecteur est implanté dans le SIP ?

On est loin des beaux discours garantissant à chacun la poursuite au sein du SIP de son métier. L'appel systématisé et prioritaire à l'équipe mobile de renfort dégarnira les autres services de l'ex DGCP, fragilisant les services déjà limités en moyens humains.

Comment répondez-vous à cette légitime interrogation ?

4) À Vannes, vous avez jugé utile, de demander une présence policière à l'extérieur de la salle, ainsi que celle des RG à l'intérieur. **Pourquoi?**

Cela a fortement choqué les agents, porteurs, dans le calme, de légitimes revendications.

Vous les considérez, au travers de votre décision de faire appel aux forces de l'ordre, comme de potentiels casseurs, fauteurs de troubles.

Nous prenons ainsi la mesure du peu de considération et de confiance que vous nous portez .

5) Enfin, le 27 mars dernier, l'Intersyndicale nationale reçue par Mrs Woerth et Parini, a décidé de mettre fin à une audience stérile, puisque le Ministre et le Directeur Général ont opposé une fin de non recevoir aux revendications portées par l'Intersyndicale.

Ne croyez-vous pas qu'il est urgent d'ouvrir de réelles négociations sur l'emploi, la revalorisation des rémunérations, les missions de service public ?

Avant de vous quitter et de retourner au bureau, tous les agents vous demandent de faire remonter ce message de mécontentement au Directeur Général Monsieur PARINI.

Nous, les agents, ayant le souci du développement durable et n'ayant pas le temps de lire la plaquette de présentation de la DGFIP, avons l'infime honneur de vous la rendre.

Nous invitons tous nos collègues ici-présents dans cette salle, qui partagent nos analyses et nos revendications, à nous rejoindre et à quitter ensemble cette réunion.

Lorient, le 7 avril 2009